

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BASF Coatings France

Zone Industrielle
Rue André Pommery
60840 Breuil-Le-Sec

Références : IC-R/105/26-CD/SL
Code AIOT : 0005100978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement BASF Coatings France implanté Zone Industrielle Rue André Pommery 60840 Breuil-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF Coatings France
- Zone Industrielle Rue André Pommery 60840 Breuil-le-Sec
- Code AIOT : 0005100978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société BASF France sur son site de BREUIL LE SEC sont la fabrication de résines et de peintures. Les installations sont implantées sur une plate-forme chimique de 43 ha environ, en zone industrielle. L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut au titre des rubriques 4110, 4130, 4330, 4510 et 4511. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2017.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
2	Protocole aide mutuelle	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1	Sans objet
3	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
5	Délais d'intervention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1	Sans objet
6	Délais d'intervention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	Sans objet
7	Formation	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	Sans objet
8	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	Sans objet
9	Réserves d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet
10	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Sans objet
11	Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Sans objet
12	Utilisation de l'annexe VI si recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Stratégie de sous-rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5	Sans objet
14	Calculs hybrides	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-6	Sans objet
15	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Sans objet
16	Réseau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet
17	Moyens complémentaires	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a défini sa stratégie de défense incendie des liquides inflammables pour son site. Elle est intégrée au POI de la plate-forme. Deux scénarii de référence ont été mis en évidence : feu de la rétention n°2 zone B 115 et feu de la zone de stockage extérieure B105.

Cette stratégie comprend l'ensemble des phases d'extinction, de temporisation et de refroidissement des installations voisines impactées par les flux thermiques générés par l'incendie. Il est demandé à l'exploitant de justifier au travers du document que l'extinction se fait en moins de 3 heures. Cette chronologie doit intégrer les phases de détection, l'alerte, de temporisation, d'extinction, de refroidissement et du maintien de tapis de mousse. Il est demandé que pour chacune des phases le temps dédiée.

L'exploitant indique être en capacité de couvrir les besoins en eaux et en émulseurs calculés pour les deux scénarii de référence majorant. Cependant, il est dans l'incapacité de fournir les moyens humains et d'engins de secours pour lutter contre ces deux scénarii de référence. Il est donc demandé le recours aux services de secours publics dans le cadre d'une non-autonomie.

Suite à cette inspection et conformément à l'article 43-2-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'avis du SDIS sera sollicité sur cette demande de non autonomie. En cas de refus, l'exploitant devra répondre aux besoins identifiés dans la stratégie notamment en termes humains et engins de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

L'exploitant a présenté un tableau regroupant l'analyse des besoins en eau et en émulseurs sur les feux des rétentions de la zone B115 (stockages de liquides inflammables en vrac) et des feux de récipients mobiles (zones de stockage d'IBC en extérieur).

Les deux scénarii les plus défavorables sont le feu de la rétention n°2 de la zone B115 et la zone de stockage extérieure B105. La zone C150 qui était le scénario majorant lors de l'inspection réalisée en 2020 sert aujourd'hui de stockage de contenants fusibles vides. Ce point a fait l'objet d'une information par l'exploitant au préfet par courrier du 15 mars 2021. Il a de plus été vérifié lors de la visite de site l'absence de liquide inflammable sur la zone.

Les bâtiments de stockage en récipients mobiles sont aujourd'hui équipés d'un système d'extinction automatique. Des travaux de mise en conformité au regard des exigences de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 sont en cours. L'exploitant a indiqué qu'il sera en mesure à l'issue de ces derniers de fournir des attestations de conformité de ces installations de lutte contre l'incendie.

S'agissant des feux d'équipements annexes aux stockages visés par l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant indique qu'aucun n'a d'effet sortant des limites du site.

Le tableau présenté fait état d'une extinction des incendies majorants dans un délai de moins de 3 heures.

La stratégie de défense incendie de liquides inflammables est formalisée dans le POI du site. Les différentes étapes de lutte contre le scénario considéré sont détaillées.

L'exploitant indique être en capacité de fournir le débit théorique calculé pour les deux scénarii majorants par l'intermédiaire d'une réserve incendie de 1800 m³ équipée de cannes d'aspiration et des poteaux incendie raccordés au réseau public et capables de fournir 330 m³/h (source gestionnaire du réseau public). Ce point sera développé dans un point de contrôle suivant.

L'exploitant indique cependant qu'il n'est pas en capacité de fournir les moyens humains et les engins de secours nécessaires pour défendre les installations.

A noter que l'exploitant n'a pas retenu de scénarios de feux de réservoirs. Ce point a été acté lors l'inspection du 03 novembre 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protocole aide mutuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1

Thème(s) : Risques accidentels, Protocole ou convention

Prescription contrôlée :

Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour.

Les protocoles d'aide mutuelle ou convention précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre

l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables, etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2022.
Constats : La société BASF dispose en propre des moyens en émulseurs et en équipiers d'intervention. Toutefois, il ne dispose pas de suffisamment d'équipiers et d'équipement pour traiter les scénarios d'incendie de récipients mobiles (voir point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS
Prescription contrôlée : Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers : <ul style="list-style-type: none"> - est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ; - est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ; - implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.
Constats : Comme évoqué aux points de contrôle précédents, l'exploitant indique qu'il n'est pas en capacité de fournir les moyens humains et les engins de secours nécessaires pour défendre les installations. La fourniture des moyens en eaux et en émulseurs est assurée par l'exploitant. L'exploitant a transmis une demande de non-autonomie le 30 octobre 2013 et renouvelée le 13 juin 2016, auprès du préfet pour les scénarii de feu de cuvette de la rétention n°2 sur le stockage vrac B115 et le feu de récipients mobiles stockés sur la rétention B105. De plus, une demande de recours temporaire a été faite auprès du SDIS le 17 juin 2016 pour l'incendie de la zone de stockage extérieure C150. Cette demande peut être abandonnée puisque la zone C150 n'est plus destinée au stockage de liquides inflammables. Sur la base de ce rapport d'inspection, les éléments mis à jour vont être transmis au SDIS par l'Inspection pour avis sur la demande de non autonomie.

N° 4 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3

Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Prescription contrôlée :

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;

- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m^2 compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de $1\,800 \text{ (kW/m}^2\text{)}^{4/3}$. s ni la valeur de 8 kW/m^2 , sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;

- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Constats :

Dans le tableau présenté par l'exploitant, les phases de temporisation, d'extinction et de refroidissement des installations concernées par les effets domino sont identifiées. Les besoins en eaux et en émulseurs sont calculés pour chacune de ces phases.

S'agissant du feu de la cuvette de rétention n°2, la détection de l'incendie se fait via un système de détection automatique présent dans la cuvette (vu lors de la visite de terrain). Un système de déversement avec mousse équipe cette cuvette (vu lors de la visite de terrain). Pour le refroidissement des installations concernées par les effets domino, un équipier d'intervention doit ouvrir manuellement les vannes des rideaux d'eau présents sur chaque cuve de stockage de la zone B115. Les vannes se trouvent en dehors des zones d'effets des scénarii identifiés. Tous ces points sont explicités dans le POI de la plate-forme.

S'agissant de la zone de stockage extérieure B105, l'exploitant est en cours d'installation d'un système de détection incendie. L'extinction de l'incendie de cette zone se fait par intervention humaine via des moyens de secours mobiles. L'exploitant indique ne pas être en capacité de disposer du nombre d'équipiers de secours nécessaires pour assurer la défense de cette zone. L'aire de dépotage Ouest se situe dans les effets domino. Elle doit être refroidie avec des moyens mobiles.

La chronologie de l'extinction des scénarii de référence incluant la détection, l'alerte, la temporisation, l'extinction et la phase du tapis de mousse doit être explicitée dans un document.

temporisation, l'extinction et la phase du tapis de mousse doit être explicitée dans un document. Le POI présenté en inspection fait mention des phases à l'exception des phase de détection et d'alerte. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier que la chronologie d'extinction en moins de 3 heures est respectée en transmettant un document indiquant une chronologie de lutte contre l'incendie pour les scenarii de référence incluant l'ensemble des phases citées ci avant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 1 : Il est demandé à l'exploitant de justifier que la chronologie d'extinction en moins de 3 heures est respectée en transmettant un document indiquant une chronologie de lutte contre l'incendie des scenarii de référence incluant l'ensemble des phases citées dans le point de contrôle ce-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Délais d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1

Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage ou télésurveillance

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

Dans le cas d'une présence permanente sur un site visé au premier alinéa de ce point 36-1, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes.

Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance :

- système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;
- un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif.

Les délais fixés dans les deux alinéas précédents peuvent être portés à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve de l'accord préalable des services d'incendie et de secours.

Constats :

En heures non ouvrées, deux personnes sont présentes au poste de garde. Ces personnes sont formées à la conduite à tenir en cas de détection incendie dans les zones B115 et B105. Elles sont également formées à l'ouverture des vannes de refroidissement des installations impactées par les flux thermiques pour la zone B115. L'intervention se fait donc de manière immédiate dès la détection de l'incendie.

En heures non ouvrées, les moyens mobiles de lutte contre l'incendie sont mis en œuvre par les équipiers d'intervention d'astreinte dans un délai de 60 min. L'exploitant a réalisé deux exercices POI en heures non ouvrées. Les équipiers de première intervention sont présents sur le site en 20 minutes. Le centre de secours le plus proche (Clermont) est présent sur le site en 15 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Délais d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4

Thème(s) : Risques accidentels, Délais d'intervention

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :

- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;
- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;
- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.

Constats :

Sur le site, une présence humaine est permanente. En heures ouvrées, l'intervention de mise en œuvre des premiers moyens de lutte contre l'incendie se fait par les équipiers d'intervention présents sur le site. Cette intervention se fait en moins de quinze minutes pour les moyens mobiles de lutte. Les moyens fixes (système d'extinction automatique et déversoirs à mousse) de lutte contre l'incendie sont automatiques dans leur mise en œuvre. La zone B105 va être équipée d'un système de détection automatique avec report d'alarme au poste de garde sur le système central de secours incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5

Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant indique que la formation des équipiers d'intervention se fait à plusieurs niveaux : <ul style="list-style-type: none"> - une formation initiale délivrée par le CNPP, - des exercices annuels de manipulation y compris la mobilité des émulseurs (18 par an), - un exercice sur feu réel une fois par an. Les cadres amenés à prendre des responsabilités dans le POI sont formés annuellement en interne. L'objectif de cette formation est de définir leur rôle et expliciter les actions à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6
Thème(s) : Risques accidentels, Position
Prescription contrôlée : Les bassins de confinement des eaux d'incendie : <ul style="list-style-type: none"> -sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; -sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
Constats : Les bassins de confinement du site sont en dehors des zones d'effets des scénarii identifiés par l'étude de dangers du site. Il en est de même pour le bassin de réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réserves d'eau et d'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de

ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

Les pompes, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;
- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

Constats :

D'après calculs réalisés par l'exploitant, la stratégie de défense incendie de l'établissement exprime un débit maximum de 572 m³/h pour l'extinction des scénarii de référence. Pour répondre au besoin en eau, l'exploitant dispose d'une réserve incendie sur le site d'une capacité supérieure à 1800 m³ équipée de 6 cannes d'aspiration pour les engins des services de secours. Lors de la visite de site, le volume présent dans ce bassin était d'environ 2100 m³. Une échelle de lecture rapide du volume présent a été mise en œuvre suite à la dernière inspection de 2020. Cette réserve se trouve en dehors des zones d'effets thermiques.

Le site est également équipé de 10 poteaux incendie reliés au réseau public. L'exploitant de ce réseau public a confirmé la possibilité de délivrer au maximum 330 m³/h. L'aspiration dans la réserve incendie par des engins de secours externes permet de fournir le débit nécessaire à l'extinction de chacun des scénarii de référence.

Avec ces deux sources, l'exploitant indique être en capacité de fournir les besoins en eau en cas d'incendie.

S'agissant des émulseurs, la société BASF dispose de 14 m³ d'émulseurs. La stratégie définie en indique le besoin d'environ 5 m³. Ces émulseurs sont positionnés sur l'ensemble du site sur des remorques mobiles. Ils se trouvent en dehors des zones d'effets thermiques pour les scénarii de référence.

<p>Le bâtiment abritant les réserves en eau et les installations en lien avec le système de déversoirs à mousse et les rideaux d'eau se situent également en dehors des zones d'effets thermiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Justification des débits et quantités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a été intégré au point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ; -la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ; -la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ; -la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant demandant le recours aux services de secours, l'annexe V de l'arrêté du 03 octobre 2010 n'est pas applicable.</p> <p>La stratégie de défense incendie de l'exploitant mentionne :</p>

<ul style="list-style-type: none"> -la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ; -la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ; -la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ; -la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Utilisation de l'annexe VI si recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-4
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation de l'annexe VI si recours au SDIS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès lors que la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant prévoit l'intervention des services d'incendie et de secours, la définition par l'exploitant du taux d'application et la durée de l'extinction respectent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit les valeurs données en annexe VI du présent arrêté. Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (versions d'août 2008) ; - soit a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. Le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des taux d'application et durée d'extinction supérieurs au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, dans la limite des exigences fixées dans le chapitre 5 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), et, pour les liquides miscibles à l'eau, a minima un taux d'application de 15 litres par minute et par mètre carré pour les modes d'application non prévus par cette norme ; <p>en cas de pompage par des moyens de secours publics, la distance entre la ressource en eau et le point d'utilisation ou la réserve à réalimenter est inférieure à 400 mètres. Une valeur supérieure peut être acceptée par le préfet par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la définition de sa stratégie de défense incendie, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifié les 3 phases de lutte : temporisation, extinction et refroidissement si besoin. Le maintien du tapis de mousse dans la rétention est également intégré pour une durée de 30 min. Le temps d'extinction de l'incendie est de moins de 3 heures. - défini la chronologie de ces 3 phase de lutte, - les besoins en eau et en émulseurs pour les deux scenarii de référence. Ces besoins ont été comparés avec les ressources disponibles sur le site. L'exploitant indique qu'il est en capacité de fournir en quantité suffisante l'eau et les émulseurs. <p>Pour les calculs, l'exploitant a retenu un taux forfaitaire de 15 l/m²/min tel que défini à l'annexe V</p>

(hors recours au SDIS) de l'arrêté du 3 octobre 2010. Il s'agit d'une hypothèse majorante permettant à l'exploitant de s'assurer qu'il dispose des ressources en eau et en émulseur suffisantes.

Les émulseurs présents sur le site ne contiennent pas de PFAS. Ils sont conformes en termes de classe de performance. Ils ont une application à 3 %.

La réserve incendie est distante d'environ 250 m des zones à défendre (B105 et B115). L'implantation des poteaux incendie n'a pas fait l'objet de cette inspection. Cependant, des poteaux incendie sont implantés à proximité des voies carrossables donc accessibles des engins de secours et à proximité des zones B105 et B115.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stratégie de sous-rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5

Thème(s) : Risques accidentels, Sous-rétention

Prescription contrôlée :

En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétentions :

- un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré ;
- les opérations d'extinction de la sous-rétention (surface des réservoirs déduite), avant que la sous-rétention en feu ne se déverse dans une autre sous-rétention, sont réalisées selon les modalités du point 43-3-3 du présent arrêté, si l'exploitant intervient seul, ou du point 43-3-4 du présent arrêté dans le cas d'une intervention des services de secours publics.

Constats :

Il n'y a pas de sous-rétentions sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Calculs hybrides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-6

Thème(s) : Risques accidentels, Calculs hybrides

Prescription contrôlée :

Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit la mise en œuvre de plusieurs moyens d'extinction (par exemple mobiles et fixes), le taux d'application retenu pour leur dimensionnement est calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant.

Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit l'utilisation de plusieurs classes d'émulseurs, le taux d'application retenu pour le dimensionnement des moyens est celui de la classe la plus pénalisante.

Constats :
L'exploitant présente une stratégie défense incendie liquides inflammables avec des moyens hybrides (fixes et mobiles). Le taux d'application retenu par l'exploitant est de 15 l/m ² /min qui est le plus dimensionnant. Ce taux a été pris comme base de calcul de dimensionnement des besoins en eau pour l'ensemble des moyens de défense utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu
Prescription contrôlée : Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants : - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m ² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m ² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m ² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
Constats : Les installations à refroidir sont : - pour la zone B115, des réservoirs de stockage à axe vertical. L'exploitant a pris comme base de dimensionnement le taux d'application de 15 l/m ² /min. Ce taux a été appliqué pour l'ensemble des calculs de dimensionnement. - pour la zone B105, une zone de dépotage camion. L'exploitant a pris également le taux de 15 l/m ² /min comme base de calcul. Pour rappel, l'exploitant a écarté les scénarios de feux de réservoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, raccords
Prescription contrôlée :

<p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le réseau où sont raccordés les poteaux incendie du site est maillé et sectionnable. Ce point a fait l'objet d'une inspection plus approfondie lors de la visite de 2020.</p> <p>Les services de secours du centre local (Clermont) pratiquent des exercices sur le site. Ainsi, des essais de pompage dans la réserve incendie ont été réalisés. Les raccords à l'extrémité des cannes d'aspiration sont adaptés aux moyens des services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Moyens complémentaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Emulseur et eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2, 43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens.</p> <p>Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions.</p> <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou convention sont établies dans les conditions du I. de l'article 43-3-1.</p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des</p>

installations classées.

Constats :

Les 20 % supplémentaires ont été intégrés dans les calculs de dimensionnement des besoins en eau et en émulseurs par l'exploitant.

Aucune convention d'aide mutuelle n'est en place. Les besoins sont couverts par l'exploitant lui-même.

Les poteaux incendie du site étant raccordés au réseau public, ils sont alimentés en continu au-delà des 3 heures. S'agissant de la réserve incendie, elle est alimentée par les eaux pluviales de toiture d'une partie du site. L'exploitant indique qu'il est possible de la remplir avec l'eau potable alimentant le site.

Type de suites proposées : Sans suite